



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de résultat de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-24343>

Département(s) de publication : **74**

Annonce n° **24-24343**

Services

Section 1 - Reference de l'avis initial

Annonce n° 23-177087

Section 2 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Commune De Megeve

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 21740173600012

Ville : MEGEVE

Code postal : 74120

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 74

Section 3 - Identification du marché

Intitulé du marché : Curage, inspection vidéo des réseaux humides et entretien des ouvrages communaux

Code CPV principal - Descripteur principal : 90470000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Le contrat est susceptible d'être reconduit dans les conditions du cahier des charges. Les prestations sont réglées par des prix unitaires. Le montant maximum par période est fixé à 85 000,00 euro(s) HT. Le montant maximum pour la durée totale du contrat est fixé à 170 000,00 euro(s) HT

Critères d'attribution : énoncé dans le Rc

Section 4 - Attribution du marché

Renseignements relatifs à l'attribution du marché et/ou des lots :

Nombre d'offres reçues : 3 Date d'attribution : 18/01/24 Marché n° : 2024014 Mont Blanc Materiaux, 152 Rte De Sallanches, 74120 Demi Quartier Montant Ht : 170 000,00 Euros Renseignements complémentaires : Délais Et Voies De Recours: -Recours en référé contractuel sur le fondement des articles L. 551-13 et suivants du Cja. Ce recours doit être formé au plus tard le 31e jour suivant la publication d'un avis d'attribution (article R. 551-7 al. 1er du Cja). En l'absence de la publication d'avis ou de la notification ci-dessus mentionnées, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai

de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (article R. 551-7 al. 2 du Cja). -
Recours en contestation de validité du contrat formé dans un délai de 2 mois à compter de
l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Ce recours peut être accompagné d'une
demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du
Cja

Date d'envoi du présent avis à la publication : 27/02/2024